

# La Coopération belge au Burkina Faso



**Belgique**

partenaire du développement



## MOT DE L'AMBASSADEUR



La Belgique et le Burkina Faso partagent une longue histoire de coopération qui a débuté lors des grandes sécheresses des années 1970. Il s'agit d'une coopération multiforme, à laquelle des acteurs très divers ont participé au fil du temps : des universités, des ONG, des syndicats, des villes et des communes, ainsi que la CTB (coopération technique belge) devenue à présent l'Agence belge de développement « Enabel ».

La coopération gouvernementale entre nos deux pays a réellement débuté de façon structurelle en 1993 et s'est traduite par la tenue d'une première commission mixte et la signature d'une convention générale de coopération en 1997. Elle a toutefois été interrompue, en 2008, en raison d'une réduction du nombre des pays partenaires de la Belgique. Elle a repris lorsque le gouvernement belge a décidé de réintégrer le Burkina Faso dans la nouvelle liste de ses 14 pays partenaires, répondant ainsi de manière favorable au souhait exprimé par les Autorités de la Transition du Burkina Faso et confirmant la volonté de la Belgique de soutenir de façon structurelle le processus de démocratisation et de développement entamé dans le pays. Ce retour de la coopération gouvernementale a été marqué par la signature d'un programme de démarrage en 2016 et d'un programme quinquennal en 2018.

La coopération belge au Burkina Faso reste très diversifiée. En plus de la coopération gouvernementale, la Belgique finance 18 programmes mis en œuvre par des acteurs non gouvernementaux, tels que les ONG belges, les universités, les syndicats et leurs partenaires locaux. Outre la une coopération déléguée avec le FNUAP, la Belgique contribue - de

manière significative et à travers des fonds non ciblés - aux agences des Nations Unies et aux autres organisations internationales. Les budgets de l'aide humanitaire belge sont quant à eux en hausse, vu la situation du pays. Deux accords de prêts concessionnels ont récemment été conclus pour appuyer les investissements du Burkina Faso en matière d'approvisionnement en eau potable. Enfin, la coopération entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Burkina Faso existe depuis plus de deux décennies.

La coopération belge s'est d'abord concentrée sur des secteurs traditionnels tels que le développement rural, l'éducation, la santé et l'eau, sans oublier la question du genre qui est au centre des attentions depuis longtemps. Ces dernières années, de nouvelles thématiques s'ajoutent, comme l'entrepreneuriat, le secteur privé local, la sécurité, la digitalisation et la résilience. L'approche fondée sur les droits est désormais le fil conducteur des programmes. Ou encore l'approche intégrée, par laquelle nous partons des complémentarités entre les instruments et les acteurs de la politique étrangère et de la coopération belge.

La présente publication a pour objectif de vous offrir une illustration non exhaustive des activités de la coopération belge en cours au Burkina Faso. Vous y découvrirez l'action des acteurs belges et de leurs partenaires au Burkina Faso ainsi que de plus amples informations sur les organisations et sur certaines thématiques et activités.

Je vous souhaite une agréable lecture

*Ouagadougou, 17 juin 2019  
Lieven De la Marche*



## La coopération belge au Burkina Faso en bref

### COOPÉRATION GOUVERNEMENTALE: ENABEL

- **Programme de démarrage** signé entre le Burkina Faso et la Belgique en **2016** : eau potable et assainissement à Fada NGourma
- **Programme de coopération 2019-2023** signé en 2018 : développement économique et social de la région du Centre-Est.
- Budget : **10 millions EUR** pour le projet eau potable et **45 millions EUR** pour le programme au Centre-Est

### COOPÉRATION MULTILATÉRALE:

- Contributions belges aux moyens généraux et à des projets spécifiques d'organisations internationales (Nations unies, Union européenne, CICR, etc.)
- **Coopération déléguée** : projet droits et santé sexuels et reproductifs de UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population), budget **5 millions EUR**

### COOPÉRATION NON GOUVERNEMENTALE:

- **18 programmes** d'acteurs de la coopération non gouvernementale en cours : ONG belges, coopération universitaire, coopération décentralisée et mouvement syndical
- Cadre stratégique commun : agriculture et sécurité alimentaire, environnement, santé, capital humain, citoyenneté
- Budget 2017-2021 : **44,2 millions EUR**

### AIDE HUMANITAIRE:

- Projets et programmes d'urgence, de résilience et de réduction des risques de catastrophes
- Acteurs : ONG humanitaires belges et organisations internationales
- Budget 2017-2019 : **4,5 millions EUR**

### PRÊTS D'ÉTAT À ÉTAT:

- 2 accords de crédit concessionnel signés en 2016 et 2018
- Secteur eau potable, budget : **11,8 millions EUR**

### BIO, SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

- Appui aux entreprises Moablaou, ACEP Burkina Faso, BOA Group, Ecobank Transnational, Oragroup, et à travers AfricInvest.

### WALLONIE-BRUXELLES:

- Programme 2018-2022 avec 3 axes : eau, environnement et santé ; culture et patrimoine ; droits humains
- Budget : **5 millions EUR**



# Belgique

partenaire du développement







## Caisse de Résilience 2016-2019



Réduire la vulnérabilité des moyens d'existence agricoles à travers l'approche « Caisses de Résilience » est un projet mis en œuvre par la FAO dans les régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel. Le projet vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables des régions d'intervention, à travers le renforcement de la résilience de leurs moyens d'existence face aux aléas climatiques, tant au niveau technique et productif que social et financier.

Les Champs Ecoles Agro-Pastoraux (CEAP) permettent la formation des ménages vulnérables aux techniques agricoles et pastorales résilientes, et sont la porte d'entrée pour des transferts monétaires, pour un accès à l'épargne et au crédit et pour des activités génératrices de revenus (AGR).

Les petits producteurs vulnérables ont réhabilité leurs moyens d'existence grâce à des intrants productifs, des produits forestiers non ligneux ainsi que des transferts monétaires. Des facilitateurs endogènes formés ont mis en place et animé des CEAP. Afin d'améliorer les capacités d'épargne et de crédit des ménages vulnérables, des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédits (AVEC) ont été accompagnées.

L'ensemble des actions a contribué à l'augmentation des actifs productifs de 93% des ménages. L'éducation financière a aidé à renforcer les capacités d'épargne et de crédit des ménages. En plus, le projet a participé fortement au renforcement de la cohésion sociale et de la solidarité au sein des communautés bénéficiaires.

## DÉVELOPPEMENT RURAL



## Lutter ensemble pour le droit de tous 2017-2021

Pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire et à l'accès à l'eau potable dans les régions du Centre-Ouest, du Nord, du Plateau Central et du Centre-Est, l'ONG Solidagro travaille sur la production hivernale et le maraîchage, le petit élevage, la transformation des produits agricoles, l'eau-hygiène-assainissement et le renforcement des capacités des organisations communautaires de base (OCB).

Ce programme vise à améliorer la capacité des populations à faire respecter leur droit à la sécurité alimentaire et à l'eau, basé sur les principes de l'agro-écologie. Pour ce faire, l'ONG Solidagro collabore avec un partenaire dans chaque commune rurale bénéficiaire : l'Association les Mains Unies du Sahel (AMUS) à Nandiala, l'Association pour la Promotion de l'Agriculture Durable (APAD) à Réo, l'Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Rural (APEDR) à Yako, l'Association Song Koaadba (ASK) à Mogtoedo et l'Association Pag-La-Yiri à Zabré.

En synergie avec d'autres acteurs belges et en coopération avec les services de l'Etat burkinabè, des OCB fortes de 1.115 membres dont deux tiers sont des femmes ont bénéficié de l'alphabétisation, de l'aménagement de sites maraîchers, du don de matériel et de semences, de la mise en place de champs écoles pour des formations en pratique agroécologique, du don de petits ruminants, et de la structuration d'OCB en coopératives. Solidagro a accompagné des coopératives de transformation et formé des femmes en leadership. Enfin, l'ONG a réhabilité des forages, a formé des associations des usagers d'eau et a réalisé des latrines.

## DÉVELOPPEMENT RURAL



### Connecter, autonomiser et transformer pour un monde durable et inclusif 2017-2021



TRIAS s'engage depuis 2014 à appuyer les organisations paysannes pour le développement des filières porteuses du riz et de l'oignon. Le riz est la quatrième céréale cultivée au Burkina Faso, tandis que la production d'oignons prend la première place des spéculations maraîchères en termes de superficie de production, d'emploi et de volume.

TRIAS vise à renforcer les capacités opérationnelles de six Organisations Paysannes (OP) départementales ou provinciales de producteurs de riz et d'oignon et d'éleveuses de riz, ainsi que celles de leurs plateformes nationales pour la fourniture de services de qualité à leurs membres.

Ce programme est mis en œuvre dans les régions du Centre-Nord, des Hauts-Bassins et des Cascades au profit des agriculteurs familiaux et des entrepreneurs à petite échelle par TRIAS et six partenaires œuvrant au renforcement de capacités selon les méthodologies « Cycle d'Opportunités » et « LEATRA » et en entrepreneuriat. Le programme a formé des leaders en leadership et en gestion administrative, et a mis sur pied un système de coaching. TRIAS a sensibilisé des producteurs sur l'utilisation rationnelle des engrais et de l'eau, a formé les membres des OP en techniques améliorées de production et a réalisé des émissions radio. Le programme a pu améliorer l'étuvage du riz par l'utilisation de fours à balles de riz au lieu du bois comme combustible. Il a stimulé la participation accrue des jeunes et des femmes au sein des instances de décision.



### Chaines de valeur sésame et riz 2017-2021

A travers ce programme, Rikolto contribue à la professionnalisation des agriculteurs familiaux pour faire d'eux des entrepreneurs et des fournisseurs fiables de riz et de sésame. Ceux-ci sont recherchés pour la qualité et la compétitivité de leurs produits. Rikolto facilite également un meilleur positionnement des produits agricoles locaux sur les marchés urbains et ruraux au niveau national et international afin de permettre aux Exploitations Agricoles Familiales (EAF) d'accéder à des revenus plus décents. Pour ce faire, Rikolto renforce les capacités des organisations professionnelles, facilite l'accès EAF aux services de développement d'entreprises et aux nouvelles technologies et promeut des pratiques de production/transformation durables. Le programme appuie en outre le développement de modèles d'affaires innovants et économiquement rentables et la création d'un environnement institutionnel plus favorable à l'approvisionnement des privés auprès des Exploitations Agricoles Familiales.

Le programme touche près de 30.000 bénéficiaires directs de riz et sésame dans la zone pilote des régions des Haut-Bassins, des Cascades et du Centre-Est. Il vise une augmentation de 25% à 50% de leurs revenus.

Le programme a pour résultats l'augmentation des achats institutionnels, un meilleur accès au financement, un accroissement des rendements et des revenus, la mise en place d'un comité formel de fixation de prix de sésame et le prélèvement de 10 F par kilo de sésame exporté.



Achat Institutionnel : Séance de réception de riz pour les cantines scolaires en présence du MENA



### Souveraineté Alimentaire et Droits Citoyens pour les Unités Familiales 2017-2021

L'installation de mines industrielles, la dégradation de la situation sécuritaire et la fermeture des écoles accentuent la pression sur la cohésion sociale, le potentiel économique et le bien-être de la population déjà confrontée à la désertification et la dégradation des terres.

Le programme de l'ONG Broederlijk Delen est mis en œuvre avec les partenaires ADIF, AIDMR AMR, Diobass Ecologie, Inades Formation Burkina, ODJ, et les Unions des Groupements Naam de Koumbri et Ninigui dans les provinces de Yatenga, Zondoma, Passoré, Loroum et Bam. Il vise, d'une part, à promouvoir la souveraineté alimentaire par un système alimentaire diversifié et agro-écologique basé sur l'agriculture familiale et, d'autre part, à défendre les droits des populations.

La cohésion sociale, l'épanouissement familial et la gestion durable des ressources naturelles sont des composantes clés du programme, tout comme le renforcement des organisations pour la défense des droits citoyens et le plaidoyer sur les extractives, les semences et le foncier.

Les techniques de production agroécologiques et la promotion des semences paysannes améliorent les rendements. Les jeunes et les femmes améliorent leur statut social par des activités génératrices de revenus.

La société civile, la population et les autorités de la commune de Koumbri sont conscients de l'impact socioculturel, écologique et économique de l'exploitation minière et prévoient des interpellations auprès des décideurs afin de défendre leurs droits.

#### Résilience en milieu rural face au contexte difficile et incertain

A cause de l'insécurité dans la commune de Koumbri au Yatenga, des écoles ferment, les marchés sont moins approvisionnés et moins fréquentés et les agents de l'état sont évacués. Cela exacerbe la méfiance au sein de la communauté. Malgré les risques, les Unions des Groupements Naam de Koumbri et Ninigui poursuivent leurs efforts d'amélioration de la résilience de la communauté face à l'insécurité.



Photo : Koumbri vallée de Rim – récupération de terres mises en danger par l'installation d'une mine

Selon une stratégie de développement holistique, les deux unions mènent des réflexions sur la souveraineté alimentaire, la cohésion sociale et l'entente au sein des ménages. Grâce à cela, des centaines d'hectares de terres dégradées sont récupérées chaque année, la production agricole saine augmente et les greniers de sécurité alimentaire assurent un approvisionnement en céréales et une stabilisation des prix du marché pendant les mois de soudure et en période d'insécurité.

Les unions utilisent l'approche « vie de bon ménage » et ont réussi, dans une société patriarcale, à faciliter un dialogue ouvert, progressif et solidaire entre les membres familiaux autour de leurs préoccupations. Cela aboutit à une concertation et à un partage des responsabilités au sein des familles, à l'entreprise de projets innovateurs et à l'épanouissement des familles.

Parallèlement, le rappel de l'histoire commune et le renforcement des identités culturelles interconnectées soudent la société multi-ethnique, préservent la dignité paysanne et renforcent la résilience face aux tensions.



## DÉVELOPPEMENT RURAL



### Opportunités économiques des femmes rurales : pouvoir d'agir dans la filière laitière locale et la gouvernance foncière 2017-2021

Ce programme d'Oxfam se déroule dans un contexte marqué par la faible productibilité du secteur agricole qui occupe pourtant 80% de la population active, l'augmentation des effets néfastes du changement climatique, l'insécurité foncière pour un grand nombre de producteurs et productrices, et la marginalisation des femmes dans plusieurs secteurs socioéconomiques.

Oxfam vise le développement des opportunités économiques des femmes rurales par un renforcement de leur pouvoir d'agir dans la filière laitière locale et la gouvernance foncière. De façon spécifique, le programme vise à réduire les inégalités de genre au sein des organisations partenaires, à assurer la sécurisation foncière des petits exploitants familiaux, en particulier les femmes, et à développer la filière laitière locale. En plus, il renforce la résilience des petits agriculteurs et agricultrices face au changement climatique et influence les politiques en vue de prendre des mesures favorables aux petits exploitants familiaux en particulier les femmes et les jeunes.

Les principaux axes d'intervention sont la chaîne de valeur lait local, le foncier, l'agroécologie, le genre et le plaidoyer. Le programme a développé le processus GAL (Action Apprentissage Genre) pour la prise en compte du genre



Cérémonie d'ouverture des 72Heures du lait

et la méthode 5C pour le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre du programme.

#### Processus d'Action Apprentissage en Genre au Burkina Faso

Dans le but d'amener les organisations paysannes et ONG partenaires à concrètement réduire les inégalités de genre à l'interne, dans leurs programmes et via leurs revendications politiques, Oxfam au Burkina a proposé le processus « Action apprentissage en genre (AAG) ». L'AAG est un programme de développement des capacités où les participant(e)s partagent leurs expériences, réfléchissent et agissent afin d'expérimenter de nouvelles stratégies visant à enrayer les inégalités et les injustices basées sur le genre. Les partenaires l'UMPL/B, l'APESS et la CPF participent au processus. Chacune des organisations constitue une équipe de changement qui s'engage à participer aux ateliers du processus, ainsi qu'à la mise en œuvre d'actions de changement dans leurs organisations. Ces actions de changement en genre au niveau individuel, organisationnel, et dans les programmes et communautés sont notables au niveau des partenaires et chez Oxfam au Burkina Faso. Les participant(e)s possèdent de nouvelles approches de facilitation et leurs habilités sont renforcées.



Bassin de collecte de l'eau de ruissèlement



## DÉVELOPPEMENT RURAL



### SIA 2017-2021

Le programme SIA est mis en œuvre par les ONG SOS Faim, Iles de Paix et Autre Terre en collaboration avec 11 partenaires locaux. SIA a trois axes d'intervention : l'agriculture familiale durable, la protection de l'environnement et l'économie sociale. Cela passe par des techniques de production agroécologiques, la gestion des déchets, les capacités de transformation et de commercialisation et l'accès aux services financiers. SIA plaide pour un cadre politique plus favorable à l'agriculture familiale durable et à l'économie sociale et solidaire.

L'Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie (ARFA), partenaire d'Iles de Paix, met en œuvre le programme dans les régions de l'Est et du Centre-Est. Elle travaille sur l'aviculture, les productions vivrières écologiques, la valorisation des productions et le maraîchage. Au total, 750 familles sont suivies de manière intensive afin de les aider à gérer leur exploitation agricole dans une approche intégrée. Les techniques agroécologiques, le renforcement des capacités et la mobilisation des autorités et de la société civile en faveur de l'agriculture familiale durable renforceront la résilience des agriculteurs.

Les ménages de producteurs bénéficient d'un accompagnement rapproché de la part des animateurs. Ceux-ci les accompagnent à travers l'approche « conseil à l'exploitation familiale » pour promouvoir des techniques qui améliorent la fertilité des sols et les rendements des spéculations produites. Pour la production de légumes biologiques, un processus de certification par le système de garantie participative (Bio SPG) est lancé.

SOS FAIM assure un appui au plaidoyer en renforçant techniquement et financièrement les plateformes paysannes nationales et sous-régionales et les coalitions d'organisations de la société civile. Ainsi, ces acteurs sont davantage en mesure de plaider auprès des autorités compétentes pour des politiques publiques qui répondent aux préoccupations des paysans.

### De la fourche à la fourchette avec le Baobab, partenaire d'Autre Terre



Périmètre maraîcher de Villy

Depuis de nombreuses années, Autre Terre œuvre pour l'amélioration de la qualité de vie des burkinabés à travers le développement d'activités économiques durables et le renforcement de leurs circuits de vente. Sa dimension « Economie Sociale et Solidaire » imprègne le programme SIA. Le Baobab, partenaire d'Autre Terre, met en œuvre des activités de promotion de l'agriculture familiale durable à Villy, localité située dans la grande périphérie de Koudougou dans la région du Centre-Ouest. Grâce à des formations en agroécologie et en management, les coopératives de femmes ont pu mettre en place des périmètres maraîchers et améliorer la qualité et la quantité de leurs productions.

Soucieux d'assurer une commercialisation efficace des légumes biologiques produits, le Baobab a ouvert le premier restaurant bio de Koudougou : le « Biobab ». Aujourd'hui, « Le Biobab » emploie cinq personnes et propose à la fois des plats cuisinés mais aussi un point de vente de produits frais et locaux issus de ses groupements partenaires. Enfin, le « Biobab » offre non seulement une alternative aux produits industriels mais il crée également un lien entre les maraîchers et les consommateurs, soutient les producteurs locaux et sensibilise le grand public aux questions liées à l'agroécologie. Cette expérience encourageante inspire les producteurs et consommateurs qui aspirent à un service de qualité, de la fourche... à la fourchette !



Restaurant le Biobab

## DÉVELOPPEMENT RURAL



### PARPEL 2017-2021



Le PARPEL est une coopération entre trois ONG : A2N (Association Nodde Nooto), Vétérinaires Sans Frontières Belgique et Élevages Sans Frontières. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et socioéconomique par l'élevage familial et accompagne les petits et moyens producteurs, les organisations paysannes et groupements féminins, les vétérinaires privés et les petits commerçants des régions du Sahel et du Centre-Nord.

Le PARPEL contribue à l'amélioration des services de santé animale aux agropasteurs et transhumants par deux cliniques vétérinaires et réseaux de santé animale de proximité. Une approche holistique permet au PARPEL de renforcer les moyens d'existence des petits producteurs : les ménages vulnérables bénéficient d'un noyau de reproducteurs pour l'élevage naisseur, d'aliments pour le bétail, d'un suivi vétérinaire et d'activités génératrices de revenus en faveur des femmes. Le programme agit sur les chaînes de valeur en facilitant l'accès au marché et au crédit. Le PARPEL renforce les capacités des producteurs et de leurs organisations en matière de production améliorée, de leadership, d'entrepreneuriat et de plaidoyer. Enfin, le programme travaille sur la gouvernance foncière et la prévention des conflits.

D'autres ONG belges appuient le programme : la Croix Rouge renforce les compétences en santé humaine et en santé animale, TRIAS appuie les mêmes ménages vulnérables dans la province du Sanmatenga en agriculture, Oxfam renforce le pouvoir d'agir des femmes dans la filière laitière et, enfin, Solidagro partage de bonnes pratiques en matière d'aviculture familiale.



### Entrepreneuriat inclusif et durable 2019-2023

L'intervention « Entrepreneuriat » constitue l'axe principal du programme 2019-2023 d'Enabel au Burkina Faso. Cet « appui au développement d'un entrepreneuriat inclusif et durable dans la région du Centre-Est » vise à améliorer la compétitivité des entreprises rurales et urbaines et la création d'emplois décents. Malgré son potentiel économique et humain intéressant, les indices de pauvreté de cette région sont parmi les plus bas du pays.

A travers cette intervention, Enabel fait émerger et consolide des petites et moyennes entreprises dans les secteurs porteurs agroalimentaire, artisanal et de l'économie verte. Le programme veille particulièrement à l'inclusion des organisations de producteurs dans les chaînes de valeur via des relations contractuelles durables avec des entreprises. Enabel aide à diversifier et à rendre les services financiers plus adaptés pour soutenir la création et le développement des entreprises dans la région. Le programme appuie la mise en place de services non financiers pour accompagner les porteurs de projets.

Par des études sectorielles et des inventaires des ressources à la disposition des entreprises, Enabel facilite le dialogue public-privé pour la planification économique. Enfin, elle réalise et réhabilite des infrastructures économiques et contribue au désenclavement par des pistes rurales.

Il s'agit d'un programme mis en œuvre conjointement avec plusieurs acteurs publics tels que l'Agence Nationale de Promotion d'Emploi, la Maison de l'Entreprise, les directions régionales des ministères techniques et les collectivités territoriales, mais aussi des partenaires tels que des ONG, des institutions financières et des entreprises privées.





## Accélération de la réalisation des droits en matière de santé sexuelle et de la reproduction 2016-2019



QG Jeune et « Macopine » sont deux initiatives phares de ce projet de la coopération gouvernementale belge mis en œuvre par UNFPA.

QG Jeune est une plateforme interactive web destinée à la jeunesse. Elle vise à relier l'offre de services de santé sexuelle et de la reproduction aux technologies de l'information et de la communication.

QG Jeune est une réponse au besoin exprimé par les jeunes d'un outil interactif et discret face à leurs problèmes d'accès aux services et aux informations de santé sexuelle et de la reproduction. Les jeunes sont au cœur de la mise en place de cette plateforme et s'impliquent pour affiner les services offerts ainsi que les contenus disponibles.

La co-entreprise Ticanalyse-Unicom, le consortium DMI-Ceil des Jeunes et FORA ont aidé à développer QG Jeune, avec l'implication des ministères en charge de la santé, de la famille, de la jeunesse et de l'éducation.

Avec près de 1 800 000 visiteurs et plus de 18 000 abonnés à la page Facebook de QG Jeune, les prochaines étapes sont l'ouverture de QG Jeune à d'autres pays, la prise en compte de nouvelles thématiques telles que l'environnement, le leadership, la citoyenneté, la toxicomanie et la création d'une version en anglais de la plateforme web.

A cause de la fécondité élevée et des nombreux besoins non satisfaits en matière de planification familiale, UNFPA a mis en place la stratégie « Macopine » dans les régions de l'Est et du Centre-Est. 10 sages-femmes appelées les « Macopines » promeuvent et offrent des services de planification familiale auprès des groupements de productrices et d'associations féminines. La qualité et les méthodes s'inscrivent dans la durée, tout en respectant les choix individuels. Les « Macopines » appuient les formations sanitaires pour les accouchements et les consultations.

## SANTÉ ET ÉDUCATION



## Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation 2017-2021



Les besoins dans le domaine de la Médecine Physique Réadaptation (MPR) sont très importants dans l'ensemble des pays d'Afrique, et cela pour de nombreuses affections très courantes et très invalidantes. Par rapport à ces besoins croissants, l'APEFE (Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger) a acquis en Afrique et depuis une quinzaine d'années, aux côtés de ses partenaires Wallonie-Bruxelles International et l'Université Catholique de Louvain, une expertise importante dans la mise en œuvre de programmes de développement des capacités en médecine physique-réadaptation et en réadaptation à base communautaire.

Au Burkina Faso, le programme a débuté en 2014. En partenariat avec le Ministère de la Santé, plus de 50 spécialistes en médecine physique et réadaptation ont été formés ou sont en formation : kinésithérapeutes, médecins réadaptateurs, orthoprothésistes, etc. Courant 2019, un centre de référence nationale de soins et de formation continue, l'Institut Burkinabé en Médecine Physique et Réadaptation, ouvrira ses portes à Ouagadougou. Une stratégie de développement de la médecine physique et réadaptation a également été élaborée et un service de développement de la médecine physique et réadaptation vient d'être créé au sein du Ministère de la Santé. L'objectif étant d'ouvrir, en 2021, une école supérieure de Kinésithérapie à Ouagadougou.





## SANTÉ ET ÉDUCATION



### Meilleur accès à un enseignement inclusif de qualité pour les enfants avec un handicap sensoriel 2017-2021



Enfant dans une classe de braille

L'Union Nationale des Associations Burkinabè pour la Promotion des Aveugles et Malvoyants (UN-ABPAM) s'engage depuis 1987 à la promotion des droits des personnes handicapées visuelles. Parmi ses objectifs, une part importante est accordée à la scolarisation des enfants déficients visuels. Soutenue dans cette action par SHC (Sensoriel Handicap Coopération) et ses partenaires depuis 2009, le taux de scolarisation d'enfants déficients visuels a connu une croissance importante.

Le programme 2017-2021 vise l'extension du modèle d'inclusion scolaire aux écoles publiques. Actuellement, neuf écoles inclusives dans huit régions du Burkina Faso dispensent un enseignement de qualité à 365 enfants déficients visuels.

Les acteurs acquièrent de nouvelles connaissances pour une meilleure prise en charge éducative des enfants déficients, de nouveaux locaux scolaires sont construits et d'anciennes salles sont rénovées. Près de 750 manuels scolaires ont été imprimés en braille.

Le défi de ce projet est l'accès du plus grand nombre d'enfants déficients visuels à la scolarisation grâce à l'augmentation des campagnes médiatiques, les sensibilisations menées auprès des acteurs locaux et le plaidoyer effectué auprès des autorités compétentes.

### « Lire au Burkina » en braille

Le livre de lecture officiel du ministère de l'Éducation « Lire au Burkina » n'était pas adapté aux classes pour élèves déficients visuels, qui avaient besoin d'une version en braille. Cette version a été créée dans le cadre de ce programme. Son utilisation doit permettre aux élèves des classes d'initiation d'être scolarisés rapidement dans des classes inclusives, d'être au même niveau d'apprentissage que les enfants voyants et d'améliorer les pratiques des enseignants.

Outre les effets positifs en termes d'efficacité (réduction du temps passé en classes d'initiation de 4 à 2 ans), ce nouvel outil pédagogique permettra à de nombreux enfants, séjournant en famille d'accueil, de retourner plus rapidement dans leur famille biologique et de poursuivre leur scolarité dans une école ordinaire proche de chez eux. En vue d'étendre cette expérience à d'autres classes, des formations à l'utilisation de ce livre de lecture ont été organisées à Ouagadougou au bénéfice d'enseignants de classes de CP1 et de CP2 de neuf écoles.

Après la formation, les formateurs de l'Association Burkinabè pour la Promotion des Aveugles et Malvoyants (ABPAM) ont fait un suivi de l'utilisation du livre de lecture avec des résultats encourageants. Si les résultats sont probants et quand le ministère de l'Éducation les aura validés, l'objectif à terme est de généraliser l'utilisation de ce livre de lecture adapté.



Succès story, leçon apprise

Production braille des livres  
«lire au Burkina» par l'UN-ABPAM



### Amélioration de la santé des populations vulnérables dans le district sanitaire de Mangodara 2017-2021

La Croix-Rouge de Belgique appuie la Croix-Rouge burkinabé dans la mise en œuvre de ce programme de résilience en collaboration avec la direction régionale de la santé et le district sanitaire de Mangodara.

Le programme promeut les bonnes pratiques pour la santé maternelle et infanto-juvénile et vise à améliorer l'accès des populations aux services de santé. Pour cela, il sensibilise les communautés, réhabilite et équipe des formations sanitaires, et forme les agents de santé. Le programme appuie la mobilisation pour la vaccination et l'orientation ou l'évacuation en cas de besoin.

Le programme veut également améliorer l'accès à l'eau potable et les conditions sanitaires. Il construit des forages et dote les ménages vulnérables en latrine, tout en sensibilisant la population et en renforçant les volontaires communautaires.

Enfin, en synergie avec d'autres ONG, la Croix-Rouge de Belgique renforce la Croix-Rouge burkinabé et des acteurs locaux par la formation des volontaires communautaires sur plusieurs thématiques dont les premiers secours avec dotation de trousse de premiers secours.

C'est donc via une approche intégrée, où populations, agents de santé et Croix-Rouge locale sont renforcés, tant sur le plan de l'équipement que des connaissances, que la Croix-Rouge de Belgique entend améliorer durablement la santé des habitants du district de Mangodara.

### Assistance et relèvement des personnes affectées par les conflits et les crises nutritionnelles dans les régions du Sahel et du Centre Nord 2019-2021

Les régions du Sahel et du Centre-Nord ont été touchées par une importante dégradation de la sécurité. Des milliers de ménages ont été contraints de fuir leurs domiciles, délaissant ainsi leurs principaux moyens d'existence.

Si un certain nombre d'entre eux ont pu trouver refuge auprès de familles d'accueil, la situation reste difficile. En effet, les ressources locales, déjà fortement limitées, doivent désormais être partagées entre les communautés d'accueil et les nouveaux arrivants. C'est pourquoi la Croix-Rouge de Belgique et du Burkina Faso viendront compléter dès juin 2019 leur réponse humanitaire face à cette crise par un financement de l'aide humanitaire belge. Ce projet devrait permettre à 2500 ménages déplacés de couvrir leurs besoins alimentaires de base et préserver les moyens d'existence des communautés et familles qui les accueillent. Le projet a une durée de deux ans et a commencé en juin 2019.



Séance de sensibilisation dans un village du district de Mangodara





**Coopération académique au Burkina Faso  
2017-2021**



Visite des parcelles d'essais dans le Zandoma

La production et la diffusion de savoirs est, depuis plus de 20 ans, au cœur de la coopération académique entre les établissements d'enseignement supérieur de Belgique francophone et du Burkina Faso. Cela se traduit notamment par le financement de bourses de doctorat, sources d'innovation conduisant à l'émergence d'une nouvelle génération d'enseignants-chercheurs.

Actuellement, l'ARES finance 14 interventions permettant à une trentaine de doctorants burkinabè de développer leurs recherches doctorales, dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'agriculture durable. Ce dernier secteur concentre la plupart des recherches financées.

Deux recherches visent à renforcer l'utilisation de la fertilisation microdose, processus permettant d'obtenir de meilleures récoltes tout en diminuant la quantité d'engrais. Elles contribuent à une meilleure compréhension des principales causes de la variabilité des rendements agricoles.

Quatre autres recherches permettent d'évaluer les bénéfices agronomiques et socio-économiques du biochar, produit d'origine végétale obtenu après décomposition de résidus agricoles. Il permet d'optimiser la rétention de l'eau, d'apporter des nutriments dans le sol afin

d'optimiser sa fertilité.

A la pointe de l'innovation et alternatives à la déforestation, trois recherches se concentrent sur la gazéification de ces mêmes résidus agricoles. A l'avenir, le gaz produit pourrait être brûlé pour un usage domestique (cuisson) ou industriel (séchage, étuvage, ...). Conditionné, il pourrait également être utilisé dans les groupes électrogènes.

Dans la zone de Pô-Nazinga-Sissili où vivent plus de 600 éléphants, la cohabitation avec les hommes peut s'avérer complexe, notamment dans les corridors de migration des animaux. Une recherche répondra aux besoins des collectivités locales soucieuses d'accroître leur responsabilité dans la gestion des ressources naturelles de cette zone où les produits forestiers non ligneux constituent une source de revenus importante.

Tout en améliorant la sécurité alimentaire des populations et la conformité des produits, trois autres recherches contribuent à mettre à la disposition des producteurs une clinique des plantes offrant un service renforcé de diagnostics, conseils et formations en matière de gestion intégrée des maladies et ravageurs des cultures.

Enfin, débutées en 2019, trois recherches abordent la question de l'amplification de la transition agro-écologique de systèmes de productions céréalières et maraîchères. Ces recherches ont pour objectif de proposer un outil de mesure de la performance du tournant agro-écologique de territoires.



Cuisson des aliments au biochar



Installation de gazéification



## Projet de recherche pour le développement : lutte contre les médicaments contrefaits, approche analytique et socio-anthropologique 2018-2019

Le phénomène des médicaments contrefaits ou de mauvaise qualité constitue une sérieuse menace sanitaire et économique au Burkina Faso où les systèmes mis en place et les moyens de détection et d'analyse sont peu performants. Bien que la pauvreté soit toujours citée comme une des principales causes de la consommation de ces médicaments, les causes réelles de l'accroissement de ce phénomène restent insuffisamment comprises.

Cependant, la problématique des médicaments contrefaits doit être abordée également sous l'angle de la recherche et impliquer différentes disciplines telles que la socio-anthropologie, la chimie analytique

et l'économie, pour mieux en cerner les dynamiques sociétales et les enjeux liés à la santé.

Le programme vise d'abord à développer des stratégies de communication susceptibles de contrer la demande pour ce type de médicaments, à partir des déterminants socio-anthropologiques identifiés. Ensuite, une banque de données des médicaments de mauvaise qualité permettra la production de données statistiques, la caractérisation de l'ampleur du phénomène et la prévention des risques sanitaires liés à ces médicaments, à terme, par un système d'alerte. La conception de la base de données utilisera des techniques spectroscopiques du proche infra-rouge, abordables et transportables.



## « Elle décide » 2019-2023

L'intervention « Elle décide » d'Enabel vise à renforcer les femmes et les jeunes filles dans l'exercice de leurs droits et à appuyer les autorités locales dans la prise de mesures nécessaires à la consolidation des droits sexuels et reproductifs. « Elle décide » est la troisième intervention du programme 2019-2023 pour le développement économique et social de la région du Centre-Est.

« Elle décide » vise à promouvoir la santé des populations et à accélérer la transition démographique. Le renforcement des droits des femmes et des jeunes à la santé sexuelle et reproductive se fera via une approche basée sur les droits humains. La promotion de la planification familiale et la répression des violences

à l'égard des femmes et des filles constituent le fil rouge de l'intervention.

Pour ce faire, « Elle décide » améliore le droit d'accès à l'information de qualité sur les différentes thématiques liées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. L'intervention renforce le droit des femmes et des filles à la protection contre les violences sexuelles et d'autres formes de violences et le droit à la prise en charge des victimes. « Elle décide » permet aux femmes et aux filles de bénéficier de soins de qualité dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et améliore l'accès géographique et financier à des prestations de soins de qualité de la santé de la reproduction et de la planification familiale.



## SANTÉ ET ÉDUCATION



### Stimulation et kinésithérapie d'éveil auprès des enfants malnutris pour une récupération à long terme 2019-2021



Formation des agents de santé sur la SS au CREN

Pour éviter les effets irréversibles de la malnutrition tels que les retards de développement et de séquelles invalidantes, il existe peu de prise en charge holistique et intégrée des enfants malnutris. Les services de traitement de la malnutrition n'ont en effet pas intégré d'activités de stimulation et, dans les communautés, les parents ne connaissent pas l'importance de la stimulation d'éveil.

« Humanité & Inclusion » introduit la stimulation précoce des enfants malnutris dans les services de récupération nutritionnelle et les communautés. Cette stimulation est basée sur le jeu et l'éveil, une relation enfant/adulte de qualité et la kinésithérapie de stimulation dans le district sanitaire de Sebba (région du Sahel).

Le « programme d'amélioration au Sahel des activités de stimulation et de kinésithérapie d'éveil auprès des enfants malnutris par une prise en charge optimale pour une récupération à long terme ... pour grandir » formera des kinésithérapeutes à la kinésithérapie de stimulation et des professionnels de santé et des agents sociaux à la stimulation d'éveil. Il mettra en place des espaces de stimulation et organisera des séances de stimulation d'éveil et de jeu.

Les acteurs communautaires seront sensibilisés et renforcés, tout comme les familles des enfants avec un risque élevé de séquelles invalidantes. Le programme plaidera pour le déploiement de la stimulation d'éveil dans les plans d'action de lutte contre la malnutrition. Il portera une attention particulière aux transferts de compétences avec une forte implication des autorités et des communautés.



### Paas-panga 2019-2023

Le projet Paas-panga d'Enabel est l'intervention 4 du programme de coopération gouvernementale 2019-2023 pour le développement économique et social de la région du Centre-Est.

Ce projet de type formations, études et expertises vise à contribuer au développement des ressources humaines en mettant un accent sur le numérique au service du développement. Les formations organisées au bénéfice des jeunes et des adultes visent à renforcer leurs compétences techniques et stratégiques pour les inciter à s'impliquer davantage dans le développement socio-économique de la région.

Paas-panga renforce les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs en compétences innovantes et digitales. Il vise également les citoyens et les acteurs du programme en matière de droits humains. Paas-panga s'intéresse en outre aux compétences techniques des acteurs publics du programme. Par des expertises et études stratégiques, de nouvelles compétences et connaissances sont créées.



## Droits à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement 2016-2022

Dans la région de l'Est, l'accès des populations à l'eau potable reste limité. Cette insuffisance s'explique entre autres par la faible capacité de desserte de l'Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) et le nombre important de forages non fonctionnels.

Ainsi le projet d'appui aux droits à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (PADAEPA) vise à améliorer les infrastructures de production et le réseau de distribution d'eau potable de la ville de Fada N'Gourma. Ce premier projet de la nouvelle coopération gouvernementale entre la Belgique et le Burkina Faso améliore l'approvisionnement en eau potable à travers un accroissement des capacités de production et une adaptation du réseau de distribution d'eau. Les infrastructures de production du barrage de Tandjari, la principale ressource en eau, sont mises à niveau. Le projet construit également des latrines scolaires afin d'améliorer l'assainissement. Les droits des populations bénéficiaires sont essentiels pour le PADAEPA : l'ONEA et les autres acteurs du secteur de l'eau tels que les fontainiers et les plombiers assument pleinement leurs devoirs.

Le PADAEPA sensibilise les populations, les autorités publiques et les acteurs du secteur de l'eau tels que l'ONEA, les fontainiers et les plombiers. L'ONEA est en plus renforcé en matière de communication, d'exploitation et de maintenance des infrastructures.



## Prêts d'Etat à Etat : Eau potable

Deux accords de crédit sous forme de prêts d'Etat à Etat concessionnels sans intérêt et avec période de grâce ont été conclus entre les gouvernements du Royaume de Belgique et du Burkina Faso pour la mise en œuvre de projets dans le secteur d'approvisionnement en eau potable.

Le premier projet porte sur un renforcement du système d'approvisionnement en eau potable de Donsin (commune de Loumbila). Il est situé autour de l'emplacement du futur nouvel aéroport international de Ouagadougou et vise à satisfaire les besoins en eau potable de la population de cette zone et des populations déplacées dans le cadre de construction de l'aéroport. Une Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée a été mise au point avec l'AGETEER pour permettre à cette agence de conduire la mise en œuvre du projet, notamment la réalisation des études techniques, l'élaboration des dossiers d'appel à concurrence pour le recrutement des prestataires chargés du suivi-contrôle et de la réalisation des travaux relatifs à l'approvisionnement en eau potable des sites.

Le deuxième projet vise la réalisation de 27 systèmes d'adduction en eau potable dans la région du Centre-Est. Ce projet a pour but de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations en milieu rural à travers l'accès universel à l'eau potable. Il répond à l'objectif stratégique du Plan national de Développement Economique et Social (PNDES) et s'inscrit tant dans le cadre de l'objectif de zéro corvée d'eau en milieu urbain et rural d'ici 2020 que dans la mise en œuvre du programme National d'Approvisionnement en Eau Potable 2016-2030.

## EAU ET ENVIRONNEMENT



### Renforcement des Capacités pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel 2017-2021

Pour faire face à la dégradation des terres et des ressources en eau et au changement climatique, le Burkina Faso s'est engagé dans la dynamique de l'Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS).

Le Programme de Renforcement des Capacités, initié et mis en œuvre avec l'appui de l'Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger (APEFE), vise à améliorer la mise en œuvre de la Stratégie et des Plans d'actions de l'IGMVSS par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du ministère en charge de l'environnement. Le programme appuie les directions régionales de quatre régions, le Plateau central, le Centre-Nord, le Sahel et l'Est. Un système informatisé de suivi-évaluation permet le géo-référencement des actions de récupération des terres. Le programme a développé des outils et des actions de communication et de mobilisation des ressources. Plus de 1.100 cadres et agents du ministère en charge de l'environnement ont été formés sur plus de 50 thématiques différentes. La commune de Bourzanga dans la province du Bam a élaboré un plan d'actions sur la gestion durable des terres : 75 ha de terres y ont été récupérés par l'Association Sougri-Nooma pour le Développement des Initiatives Féminines (ADIF).



Voyage d'études des agents des SDEEVCC-Explication du compostage en tas dans la ferme agro-écologique de l'ONG-APIL (Bissiga-Plateau central)

### Les points verts de l'ADEPS reverdisent le Sahel



Pépinière de Zoromé Hamado à Gasselkoli (Tongmayel)



Une haie vive plantée

L'Administration de l'Éducation Physique et des Sport (ADEPS) organise en Belgique des marches, appelées « Points Verts », qui rassemblent chaque année 550.000 participants. Pour réduire l'empreinte carbone des déplacements effectués en voiture pour rejoindre les points verts, l'ADEPS a décidé de les compenser en 2018 par la production et la mise en terre de plants forestiers au Burkina Faso.

En partenariat avec l'Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger (APEFE), l'Initiative de la Grande Muraille Verte et l'ONG Tiipaalga, 26 pépiniéristes répartis dans 24 villages de la province du Soum ont produit 122.873 plants forestiers. 120 ha de Baobab et 27 km de haie vie ont été plantés chez 140 producteurs en 2018. 95 agriculteurs ont également bénéficié de formations en techniques de gestion durable des terres. Au regard des résultats obtenus, l'ADEPS a décidé de renouveler l'opération en 2019.





### ULB-Coopération 2017-2021

Le programme d'ULB-Coopération renforce la résilience par la protection des ressources naturelles et la maintenance des points d'approvisionnement en eau potable.

Le programme aménage le corridor des éléphants qui relie le Ranch de Gibier de Nazinga au Parc National Kaboré Tambi. Les partenaires NatuDev et APAF introduisent des techniques d'agroforesterie pour valoriser des produits forestiers non ligneux comme le karité et le miel. Des associations villageoises gèrent cet espace naturel et mettront en œuvre le Plan d'Aménagement et de Gestion élaboré avec les autorités. Des pistes tracées autour du corridor facilitent la surveillance commune. Un Programme de Recherche et Développement de l'ARES comprend trois thèses doctorales qui portent sur des simulations prospectives des paysages, sur l'intensification agroécologique et sur les revenus des populations.

Le volet de conservation et exploitation durable du massif forestier de Koroko dans la région du Centre-Nord a été suspendu en 2018 suite à la dégradation sécuritaire dans la zone. ULB-Coopération a créé un centre référence drone pour cartographier la dégradation des terres, en collaboration avec l'APEFE et le ministère en charge de l'environnement.

Le programme a également mis en place un système de maintenance préventive des ouvrages hydrauliques dans la commune de Barsalogo en région du Centre-Nord. Un centre de maintenance hydraulique a été construit et équipé à Barsalogo pour l'association Impulsion qui appuie la mairie dans la gestion de son parc d'ouvrages hydrauliques par l'utilisation des NTIC et par une approche économique.



### Projet de recherche pour le développement : Centre d'expertise pour la gestion des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)

La problématique des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) se pose avec acuité en Afrique de l'Ouest où ils s'accumulent, mettant en danger la santé des populations et présentant un impact négatif direct sur l'environnement.

Le présent projet s'attaque à la problématique de la gestion des DEEE au Burkina Faso et plus spécifiquement à la mise en place, par la recherche scientifique, d'une équipe capable de diffuser sur le terrain au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest les résultats des recherches d'excellence et ainsi d'appuyer le développement d'une économie verte axée sur la valorisation des DEEE.

Deux recherches doctorales sont menées conjointement par les universités de Belgique (ULB, UMons) et du Burkina Faso (UNZ et UO), portant sur le traitement et la valorisation de métaux précieux par une voie de chimie verte et évaluant les potentialités sociétales et économiques locales pour des filières de recyclage des DEEE. Les modalités de création du centre de compétences sont déjà très avancées et le centre mettra à terme son expertise à disposition des autorités politiques en constituant une plateforme de concertation entre chercheurs, décideurs et utilisateurs des résultats de la recherche.



## EAU ET ENVIRONNEMENT



### Accès à une eau potable de qualité pour les populations de la Région Nord



Entre 1999 et 2004, un programme d'approvisionnement en eau au profit des populations de la région du Nord à travers la réalisation de forages a rencontré un problème lié à la contamination des eaux souterraines par l'arsenic, naturellement libéré à partir des roches en contact avec la nappe aquifère. Les études conduites ont mis en évidence des teneurs élevées voire excessives en arsenic dans certaines eaux souterraines. Le contrôle régulier de la qualité de l'eau apparaît comme un moyen primordial de prévention des risques sanitaires. A cet effet, deux outils électro analytiques utilisant des électrodes de carbone modifiées pour le suivi des teneurs dans les eaux souterraines ont été développés. Cette méthode offre des caractéristiques de performance comparables à celles des méthodes de référence pour un coût d'investissement très abordable avec l'avantage d'être un outil portatif et adapté au terrain. Des solutions de remédiation des eaux polluées par l'arsenic ont également été étudiées. Les essais d'adsorption à l'aide de latérites naturelles ont permis d'atteindre des taux d'élimination de l'ordre de 99 %. La suite des investigations, orientée sur l'installation d'une unité pilote d'assainissement, est en cours de développement dans le projet synergie.



### Réhabilitation des forages condamnés par l'arsenic

Une équipe composée de trois laboratoires d'universités belges (ULB, ULg, UMONS) et deux laboratoires de l'Université Ouaga 1, tente d'apporter des solutions durables à la problématique des forages condamnés par l'arsenic dans ce pays touché par une baisse du niveau des nappes aquifères et d'accès à l'eau potable. L'installation d'un système d'élimination de l'arsenic des eaux contaminées ou la mise à disposition d'unités individuelles de traitement permettront de réhabiliter ces forages. Le projet installe une unité pilote de décontamination en utilisant le système de filtration basé sur l'utilisation de matériaux locaux, pour ensuite envisager plusieurs autres installations sur la base du modèle développé dans les villages concernés.





## GOUVERNANCE



### **PARSIB : Renforcement de la sécurité intérieure 2016-2019**



**Cérémonie de remise d'un Poste Médical Avancé en Novembre 2017**

Le Projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité Intérieure, financé par l'Union Européenne, apporte un appui au secteur de la sécurité à la suite de l'attentat terroriste de janvier 2016. Il est mis en œuvre par Enabel, en partenariat avec le Ministère burkinabè de la sécurité et la police fédérale belge.

Le PARSIB appuie l'État burkinabè dans la lutte contre le terrorisme à travers l'optimisation des services de sécurité intérieure et contribue à la préparation de la réforme du secteur de sécurité.

En matière de lutte contre le terrorisme, le PARSIB contribue à l'amélioration de la gestion du renseignement par la mise en place de l'Agence Nationale de Renseignement, des formations et un appui à IRAPOL (Identification, Rapprochement, Analyse de Police). Il a également renforcé le dispositif de gestion de crise par des appuis au Centre Unifié de Gestion de Crise et au Dispositif d'Intervention Médicale d'Urgence. Pour renforcer les capacités d'intervention, le PARSIB a appuyé les Brigades Anti-Banditisme et Terrorisme (ABT) et équipé les unités spécialisées de la Gendarmerie Nationale (USI-GN) et de la Police Nationale (UIP-PN). Le PARSIB contribue également à une meilleure communication des autorités burkinabè avec les médias et la population. Enfin, le projet a appuyé le lancement du processus de réforme du secteur de la sécurité et la conduite d'études thématiques.

Un PARSIB 2 a démarré fin 2018 pour continuer à appuyer le processus de réforme, le développement du renseignement et le déploiement d'un dispositif de gestion de crise et d'intervention à Bobo-Dioulasso.



### **Appui à la police de proximité 2019-2023**

Enabel vise à renforcer la sécurité dans la région du Centre-Est en contribuant à la mise en place et à l'opérationnalisation de la police de proximité conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des droits humains. La région est notamment touchée par des attaques terroristes, du banditisme et des dérives extrajudiciaires des initiatives locales de sécurité.

Les populations, les forces de sécurité intérieure (Police nationale, Gendarmerie nationale, Police municipale), les collectivités territoriales, la société civile et les structures communautaires locales de sécurité sont les groupes cibles. Enabel renforce la présence et la capacité opérationnelle des forces de sécurité intérieure à travers entre autres la construction et l'équipement de postes de police communale dans les zones actuellement sans forces de sécurité intérieure. L'intervention aide à identifier les priorités dans des plans de sécurité locaux. Par des appuis à la communication et au dialogue, Enabel vise à améliorer la collaboration entre les forces de sécurité intérieure et la population. Des Coordinations Communales de Sécurité sont mises en place. Une bonne information et sensibilisation sur l'approche police de proximité et sur le rôle des populations et des citoyens facilite la communication.

## GOVERNANCE



### Coopération internationale communale 2017-2021



Bâtiment état civil de  
Kombissiri



Bâtiment état civil de Ouaga2  
en chantier

Ce programme conjointement encadré par l'AVCB (Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale) et l'UVCW (Union des Villes et Communes de Wallonie) est une coopération décentralisée de commune à commune. Son objectif est de renforcer les capacités des institutions locales à prendre en charge leur propre développement en se reposant sur trois aspects fondamentaux : une bonne gouvernance politique, une administration efficace et une participation des citoyens dans les processus décisionnels.

Le programme 2017-2021 vise l'amélioration des capacités institutionnelles d'offre de services en matière d'état civil dans sept communes burkinabè en situation de partenariat avec des communes belges. Ce sont les Arrondissements N°1 et N°2 de Ouagadougou avec Leuze-en-Hainaut, l'Arrondissement N°3 de Ouagadougou avec Woluwe-Saint-Pierre, l'Arrondissement N°2 de Bobo-Dioulasso avec Lessines, et les communes de Kombissiri avec Ramillies, de Gourcy avec Oupeye, et de Tiébélé avec Fernelmont.

Des bâtiments d'état civil et d'archivage sont construits, équipés et informatisés pour la modernisation du système de l'état civil, en utilisant un logiciel de gestion et de production informatisés. Les actes de l'état civil sont ainsi informatisés et digitalisés. Les élus sont formés et sensibilisés aux tâches de l'état civil. Les acteurs sont formés à l'utilisation des équipements et la population est sensibilisée à l'établissement des actes d'état civil, surtout pour les personnes qui n'en disposent pas.



Salle des archives de l'état civil de Ouaga3



RNMAPS/BF

### Solidarité mondiale (WSM) : réseau national multi-acteurs de protection sociale 2017-2021



Plaidoyer auprès du Ministre de la Fonction Publique du  
Travail et de la Protection Sociale en Décembre 2017

Le Réseau national multi-acteurs de protection sociale (RNMAPS) a été créé en 2014 avec l'appui de Solidarité Mondiale (WSM), composé de syndicats, organisations mutualistes, paysannes, institutions de microfinances, mouvements socio-éducatifs et ONG d'appui au monde rural. Il mène des actions politiques et fait des propositions aux décideurs pour garantir l'extension de la protection sociale aux travailleurs et groupes en situation de précarité. Les actions de plaidoyer du RNMAPS ont conduit le gouvernement à créer la Caisse Nationale d'Assurance Maladie Universelle en mars 2018.





## GOUVERNANCE



### **Le Travail Dégagé : création d'emplois, protection sociale, droit au travail et dialogue social. 2017-2021**

Solidarité Mondiale (WSM) et les Syndicats Chrétiens de Belgique (CSC) appuient la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina Faso (CNTB) pour organiser, former et défendre les travailleurs et leurs emplois. La CNTB se concentre surtout sur les travailleurs ruraux, ceux de l'économie informelle, des secteurs public et privé précaires.

La CNTB s'investit dans le renforcement des capacités des travailleurs et des leaders syndicaux pour en faire des syndicalistes consciencieux, responsables et engagés à défendre les intérêts des travailleurs selon la législation nationale. Elle organise des formations et apporte une assistance juridique aux travailleurs en conflit avec leur employeur. La CNTB participe à la formation et l'insertion professionnelles des jeunes en métiers de maçonnerie, couture, restauration et hôtellerie, en collaboration avec le ministère de la Jeunesse. Par des négociations et le dialogue social, elle fait avancer l'adoption en cours de la convention collective du secteur des mines, la ratification des conventions de l'OIT et l'application du SMIG dans l'enseignement privé.



Formation - restauration Ouagadougou



### **Accès à la protection sociale par le développement des mutuelles de santé 2017-2021**



Cérémonie de remise d'un Poste Médical Avancé en Novembre 2017

Le Réseau d'Appui aux Mutuelles de Santé du Burkina Faso (RAMS/BF) est une organisation de la société civile partenaire de Solidarité Mondiale (WSM) et des Mutualités chrétiennes de Belgique.

Le programme permettra à 50.000 personnes appartenant à l'économie rurale, à l'économie informelle et à des groupes vulnérables, de bénéficier d'un meilleur système de protection sociale à travers les mutuelles de santé. L'intervention couvre actuellement les régions du Centre, du Centre-Ouest, du Centre-Nord et des Hauts Bassins.

Le RAMS/BF œuvre aussi à la structuration du mouvement mutualiste burkinabè afin que les mutuelles de santé soient mieux représentées et puissent ainsi prendre part à l'élaboration des politiques nationales de santé et de protection sociale. Quant au Régime d'Assurance Maladie Universelle, le RAMS/BF se positionne comme organisme de gestion délégué pour les acteurs de l'économie informelle et du monde rural.

## GOUVERNANCE



### Protection sociale et économie sociale et solidaire 2017-2021



Solidarité Socialiste vise à élargir la protection sociale, faciliter l'accès à des moyens de subsistance et influencer les politiques de travail décent et de protection sociale, en particulier des jeunes et des femmes. Ses partenaires l'Association Songui Manégré/Aide au Développement Endogène (ASMADE) et l'Union des Mutuelles Sociales du Centre (UMUSAC) accompagnent les Unions des Mutuelles du Plateau Central et de la Boucle du Mouhoun, la Concertation des acteurs de la mutualité sociale (CAMUS) et le Collectif des Associations des Restauratrices et Transformatrices des Produits Locaux (CARTPL).

En appui à l'économie sociale et solidaire, le programme a obtenu des stands au SIAO au profit du CARTPL et a mis en place un fonds rotatif de crédit pour les associations. Des groupes de production collective ont été créés et des formations diverses dispensées.

En matière de protection sociale, ASMADE a mis en place 125 mutuelles sociales et lancé la plateforme Here pour faciliter le recouvrement des cotisations, fidéliser les mutualistes, augmenter le taux de pénétration, sécuriser les transferts monétaires et dispatcher des messages sur la santé. La méthode d'identification des indigents proposée par ASMADE a été retenue au niveau national. ASMADE a mis en place une formation diplômante : un master en gouvernance mutualiste en collaboration avec Solidaris, Solsoc Belgique et l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.



## PORTRAIT

Madame Mamounata KARGOUGOU, présidente du CARTPL, est un exemple de leadership transformationnel à la suite de son accompagnement par l'ONG ASMADE et de ses efforts personnels. Elle est devenue formatrice endogène en production de savon et transformatrice de produits locaux. Elle a dispensé plus d'une soixantaine de formations qui ont touché plus de 2000 adolescentes et jeunes femmes.



« Du néant, je suis devenue une entrepreneuse. Avant, je cherchais à travailler chez quelqu'un. En tant que femme, je ne réalisais pas que je pouvais employer des hommes » Pour elle, tout a commencé avec le premier projet de l'ONG ASMADE qui a accompagné les restauratrices et les transformatrices. Les femmes ont reçu des formations ainsi que de l'appui en matériel de base et en appui organisationnel. Elles ont commencé à s'organiser en groupe au lieu de travailler individuellement. Madame KARGOUGOU a été sélectionnée par l'ONG ASMADE pour une formation à l'OIT en Italie : « J'y ai pris conscience que je pouvais changer de vie. Nous avons créé alors une entreprise sociale et solidaire dont la raison principale n'est pas la recherche du profit, mais le bien-être de tous les employés. » A l'OIT, elle a reçu des formations pour accompagner d'autres femmes en retour. Elle a traduit les outils reçus de l'OIT en langue mooré pour les utiliser dans ses animations. « Les accompagnements et les formations m'ont permis d'avoir confiance en moi et c'est cette confiance qui est le pilier de mon développement personnel. »

A travers la transformation, elle veut donner une autre dimension aux produits de notre agriculture au lieu de vendre de la matière brute.



### Africalia 2017-2021

Africalia intervient dans les provinces du Kadiogo et du Houet et veut favoriser l'accès et la participation de tous à la culture en vue de stimuler la réflexion, la critique et le débat démocratique. Comme la créativité est essentielle dans l'économie de demain, son programme renforce la mise en marché de biens et services culturels de qualité.

Africalia appuie cinq partenaires : la Plateforme culturelle du Burkina Faso (PCBF), la Maison de la Parole, le Cartel, le Cinéma numérique ambulant (CNA) et l'Institut supérieur de l'image et du son (ISIS). Africalia a également développé d'autres partenariats avec le FESPACO, le Centre chorégraphique la Termitière, le Centre Régional pour les Arts vivants en Afrique (CERAV), etc.

Le programme renforce les capacités de ces partenaires à gérer et à accompagner des projets artistiques plus fragiles, à prendre des initiatives de formation des opérateurs culturels et des artistes, à favoriser la décentralisation culturelle et à renforcer les concepts et les capacités d'économie culturelle. Il donne également un soutien méthodologique aux actions de plaidoyer pour une meilleure prise en compte de la culture dans les politiques publiques.

Par ce programme, les partenaires ont des structures opérationnelles et des fonds propres en croissance continue. Leur notoriété est de plus en plus importante. Des synergies se sont construites au Burkina Faso mais également à l'échelle régionale et continentale. La qualité des productions a considérablement augmenté, preuve que les activités de formation mises en place par les partenaires portent leurs fruits.



Wallonie - Bruxelles  
International.be

### Wallonie-Bruxelles International 2018-2022

Les gouvernements de la Wallonie et de la Communauté française de Belgique ont également un accord de coopération avec le Burkina Faso. Le programme de travail 2018-2022 de Wallonie-Bruxelles International (WBI) est composé de dix projets répartis en trois volets.

Le premier volet vise à accroître le capital humain afin de renforcer le système productif national dans les secteurs de l'environnement, de l'eau et de la santé. Il s'agit notamment de la gestion durable des ressources en eau à l'échelle des sous-bassins, d'un appui à l'initiative de la Grande Muraille Verte et à la formation à l'éco-conseil. WBI appuie également la

formation des kinésithérapeutes.

Le deuxième volet du programme WBI concerne la coopération culturelle et le patrimoine. WBI renforce l'opérationnalisation du Centre régional pour les Arts vivants en Afrique (CERAV). Il appuie le fonds de développement culturel et touristique et les filières de gestion culturelle. WBI participe également à la gestion, la promotion et la gouvernance des sites patrimoniaux. La protection des droits fondamentaux constitue le troisième volet du programme : WBI soutient la formation continue en droits humains et favorise un meilleur accès aux médias citoyens et à une presse libre.







Ambassade du Royaume de Belgique au Burkina Faso

Adresse :

Immeuble ALG

417, Avenue Kwame Nkrumah

01 BP 1624, Ouagadougou 01

T +226 25 31 21 64/65

ouagadougou@diplobel.fed.be

<https://burkinafaso.diplomatie.belgium.be>

